

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Laval, le 27/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval

ZI des Touches
Boulevard Arago
53810 CHANGE

Références : 2023-015_SOCIETE LAITIERE DE LAVAL LACTALIS LNUF_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006300909

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2023 dans l'établissement LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval implanté ZI des Touches Boulevard Arago 53810 CHANGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval
- ZI des Touches Boulevard Arago 53810 CHANGE
- Code AIOT : 0006300909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lactalis Nestlé Ultra-Frais à Changé dispose de 10 lignes de conditionnement. Les pots en plastique sont fabriqués sur site. L'usine emploie environ 208 personnes (conditionnement : 120, maintenance : 35, process : 15, magasin : 10 et administration : 10 personnes, Qualité : 17 personnes). Cependant, le site regroupe également des activités de logistique (environ 350 personnes). Plusieurs sociétés du même groupe exercent des activités indépendantes sur ce site.

L'usine reçoit en moyenne 250 000 litres de lait par jour. Elle reçoit également du lait bio. Le marché de l'ultra-frais est en baisse depuis 10 ans, baisse de 2 % par an pour la consommation française.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des dispositions réglementaires relatives à la notification d'un incident

- Suivi du plan d'actions associés aux sites soumis à vigilance renforcée

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
2	Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée	Lettre du 26/03/2021, article /	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que, sur les deux points de contrôles, l'exploitant a engagé des mesures correctives pour permettre un retour à la conformité réglementaire. Des éléments restent attendus par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 22/11/2022, la société LNUF a notifié un incident constaté le 21 novembre 2022 qui concerne une fuite de fuel domestique sur une tuyauterie d'approvisionnement des groupes électrogènes de l'usine LNUF LAVAL. L'exploitant mentionne que la fuite s'est révélée dans la tranchée du chantier de mise en conformité du dépotage et stockage de la Soude et l'Acide concentrés. Le déversement d'une quantité estimée à quelques dizaines de litres a pu rejoindre le réseau des eaux usées et donc la STEP de Laval. L'évènement est circonscrit et sous contrôle depuis le 21 novembre à 15h30 : la vanne d'alimentation en fuel a été fermée. Aucun impact n'a été remonté par la STEP de Laval. Le jour de la notification par l'exploitant, l'inspection des installations classées a contacté l'exploitant afin d'une part de lui indiquer ses obligations de transmission d'un rapport d'incident et d'autre part de savoir si les sols avaient été impactés par ce déversement accidentel. D'après les déclarations de l'exploitant, les sols n'avaient pas été impactés. Par courriel du 05/12/2022, l'inspection des installations classées a été destinataire de la fiche de notification de l'incident survenu le 19/11/2022. D'après les éléments déclarés dans la fiche de notification, il s'avère que la rupture de la canalisation de fioul domestique a finalement entraîné une pollution des sols au droit de la tranchée des travaux de la nouvelle rétention de l'aire de dépotage. D'après la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (DGPR, avril 2017), " <i>lorsque des produits ou des substances ont été déversés accidentellement, les mesures appropriées doivent être prises : nettoyer les lieux souillés, évacuer les matières récupérées et les terres souillées vers les filières de gestion appropriées... L'action doit se placer dans une logique de réparation, l'ensemble étant encadré par le dispositif réglementaire adéquat, en vue de remettre les milieux dans un état antérieur à l'accident</i> ". Le jour même, en application de la méthodologie nationale, l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant un courriel lui rappelant qu'il était tenu de prendre l'ensemble des mesures nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Toutes les mesures permettant de limiter la dispersion de cette pollution des sols (ruissellement par les eaux pluviales, infiltration dans les sols puis les eaux souterraines,...) doivent être prises et à ce titre, l'intervention de la Société SEREA est à planifier sans délai. Dès l'excavation des terres polluées, il conviendra de réaliser des sondages de fond et de parois de fouille attestant de l'absence de pollution résiduelle des sols. Une copie des justifications d'élimination des terres polluées devra être communiquée à l'inspection. Par courriel du 12/12/2022, l'exploitant précise que la zone concernée par le déversement de fioul a été intégralement bâchée le jeudi 8 décembre dernier afin d'éviter toute infiltration d'eau et que la société TRANSELI procédera à

l'excavation des terres le jeudi 15/12/2022 sous le contrôle du bureau d'études SEREA.
Par courriel du 27/12/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention de l'entreprise SEREA qui a été missionnée pour la dépollution des sols.
Les mesures correctives mises en oeuvre par l'exploitant répondent à la stratégie définie par la méthodologie nationale. Le jour de la visite d'inspection, les résultats d'analyse sur les sols en fond de fouille/paroi et sur une partie des terres excavées n'étaient toujours pas disponibles. Lors de la visite des installations, il a été constaté les terrains ayant fait l'objet d'une excavation. Le rapport de fin de travaux (résultats d'analyses des sols, gestion des matériaux pollués et suivi de reprise des travaux) attestant du retour à une qualité des sols avant incident devra être communiqué à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée

Référence réglementaire : Lettre du 26/03/2021, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application du courrier du 26/03/2021 de la DGPR, la société a été tenue de définir "un plan d'investissements de nature à permettre le respect des valeurs limites, de la convention de raccordement de 2017 et des impositions du BREF agro-alimentaire, avec l'échéancier correspondant et le détail des travaux prévus.
Constats : Par courrier du 14/04/2021, la société LACTALIS a mentionné les actions planifiées pour son site de Changé : <i>"Afin de respecter la convention de raccordement, un bassin tampon aéré avec neutralisation par CO₂ sera mise en service au premier semestre 2022. Il permettra de lisser les pointes de DCO/ DBO₅ et réguler le pH. Le dossier de réexamen est terminé et sera présenté à vos services afin d'ensemble nous puissions définir une solution technique avec un planning de réalisation associé dans le respect des délais de mise en conformité de la Directive IED"</i> . Les travaux relatifs à la mise en oeuvre du bassin tampon aéré avec neutralisation du pH par injection de CO ₂ sont en cours. La mise en service de ces équipements est planifiée pour fin février 2023. Par ailleurs, l'exploitant a remplacé son équipement de dégrillage des eaux usées (diamètre de 5 mm) par un tamis rotatif d'un diamètre de 0,1 mm. Lors de la visite des installations, il a constaté que les équipements listés ci-avant sont déjà présents sur le site. L'exploitant informera l'inspection des installations classées lorsque les équipements auront été mis en service. Le dossier de réexamen associé au document de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables aux Industries agro-alimentaires et laitières a été déposé en Préfecture de la Mayenne le 29 avril 2021 puis complété les 20 janvier et 15 avril 2022, puis complété le 9 novembre 2022. Des échanges sont en cours entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et la Direction Générale de la Prévention des Risques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet